



# Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin et Meuse

Jean-Luc SALLERON

Adjoint au Directeur de la Planification Etudes et Milieux à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

*Commissaires enquêteurs Alsace Moselle - 11 septembre 2012*



# LES SDAGE et les SAGE

2 nouveaux outils de planification créés par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 :

- **les SDAGE** (schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux)
- et **les SAGE** (schémas d'aménagement et de gestion des eaux)

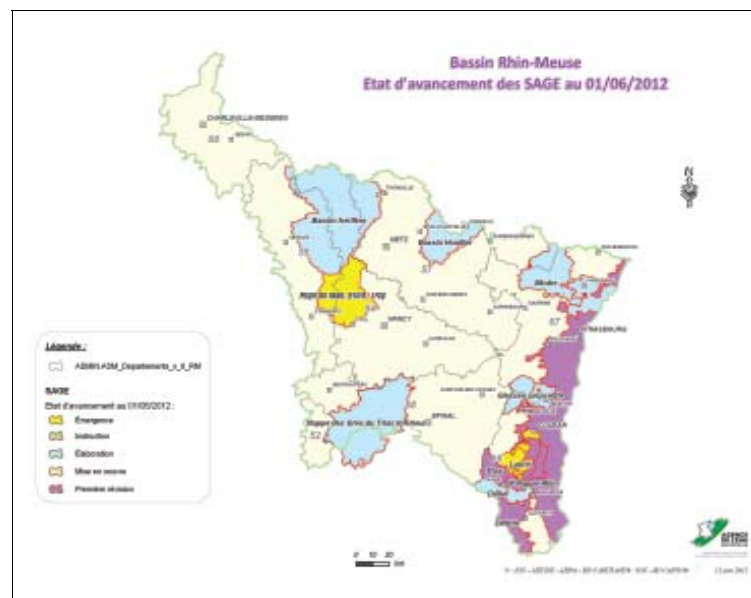
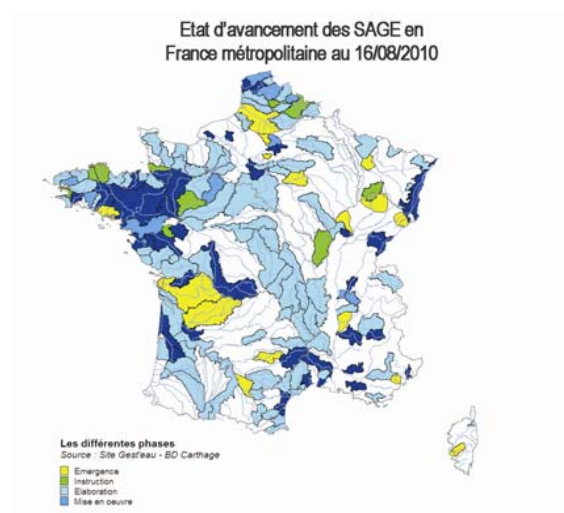
# LE SDAGE

- **le SDAGE** fixe pour chaque bassin hydrographique métropolitain les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau
- Le premier SDAGE Rhin-Meuse a été adopté le 2 juillet 1996 et approuvé le 15 novembre 1996



# LE SAGE

- **Le SAGE est une déclinaison locale des enjeux du SDAGE et définit les actions nécessaires**



# Un nouveau contexte : la Directive Cadre sur l'eau (DCE)

***La directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau***

***Objet : protection des eaux intérieures de surface, des eaux de transition, des eaux côtières et des eaux souterraines***

# Une obligation de résultats fixée par la directive cadre

- 🔗 **Objectifs sur les milieux** : *bon état des eaux en 2015*
- 🔗 **Objectifs sur les substances** : *réduire ou supprimer les toxiques dans les eaux de surface*
- 🔗 **Objectifs sur les Zones protégées** : *respecter les normes*

**La DCE définit une nouvelle échelle de gestion (le district)  
et impose une méthode pour atteindre ces résultats,  
reposant sur 4 éléments :**

**A l'échelle de chaque district hydrographique :**

- 1) Un état des lieux**
- 2) Un plan de gestion**
- 3) Un Programme de mesures**
- 4) Un Programme de surveillance**

# La transposition de la DCE en droit français s'appuie sur les SDAGE

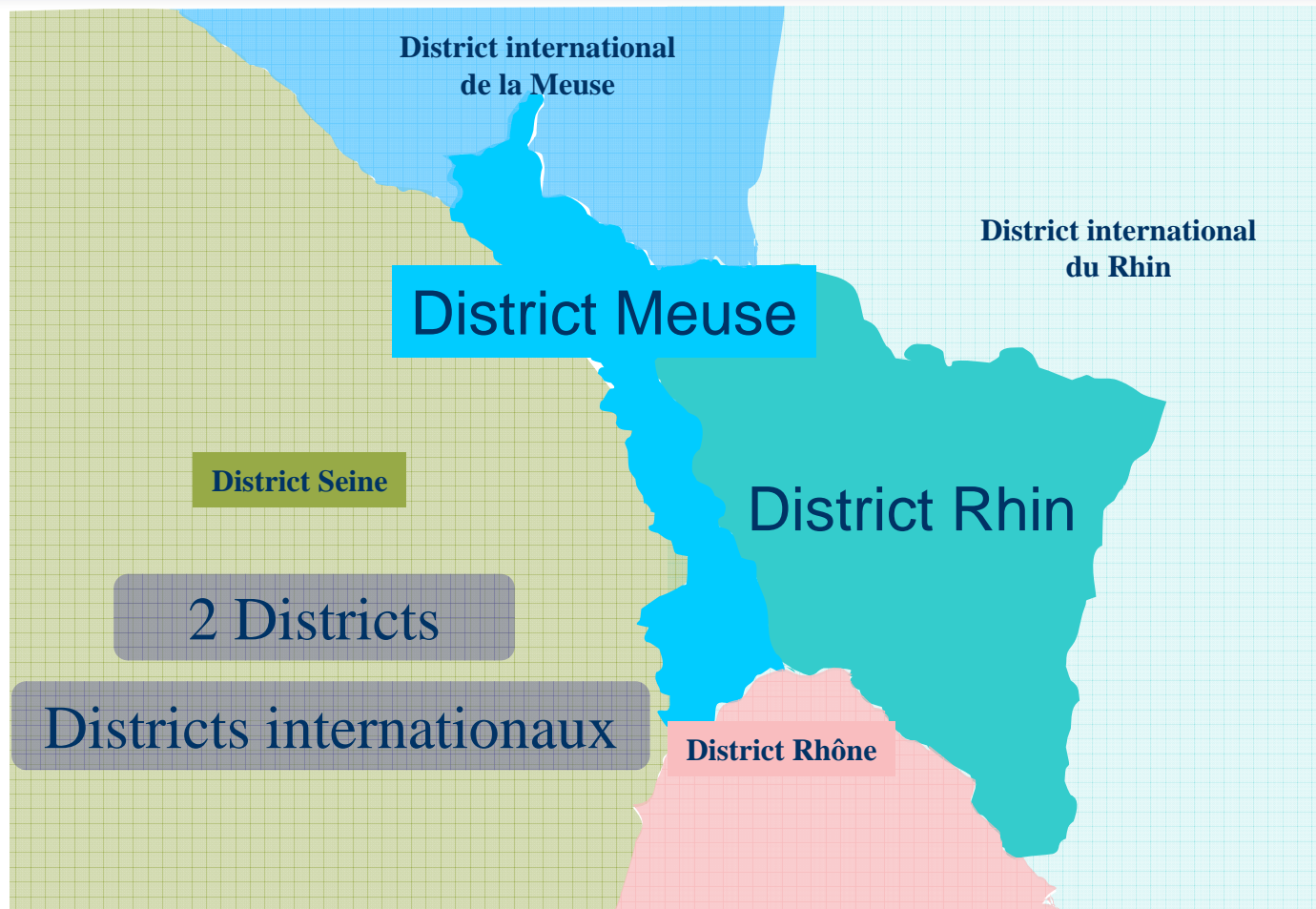
***La Loi 2004-338 du 21 avril 2004 transpose la DCE en droit français***

***> Le plan de gestion est inclus dans le SDAGE***

***« Chaque bassin est doté d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux fixant les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource et des objectifs de qualité et de quantité. »***



# Particularités du Bassin Rhin-Meuse : deux districts



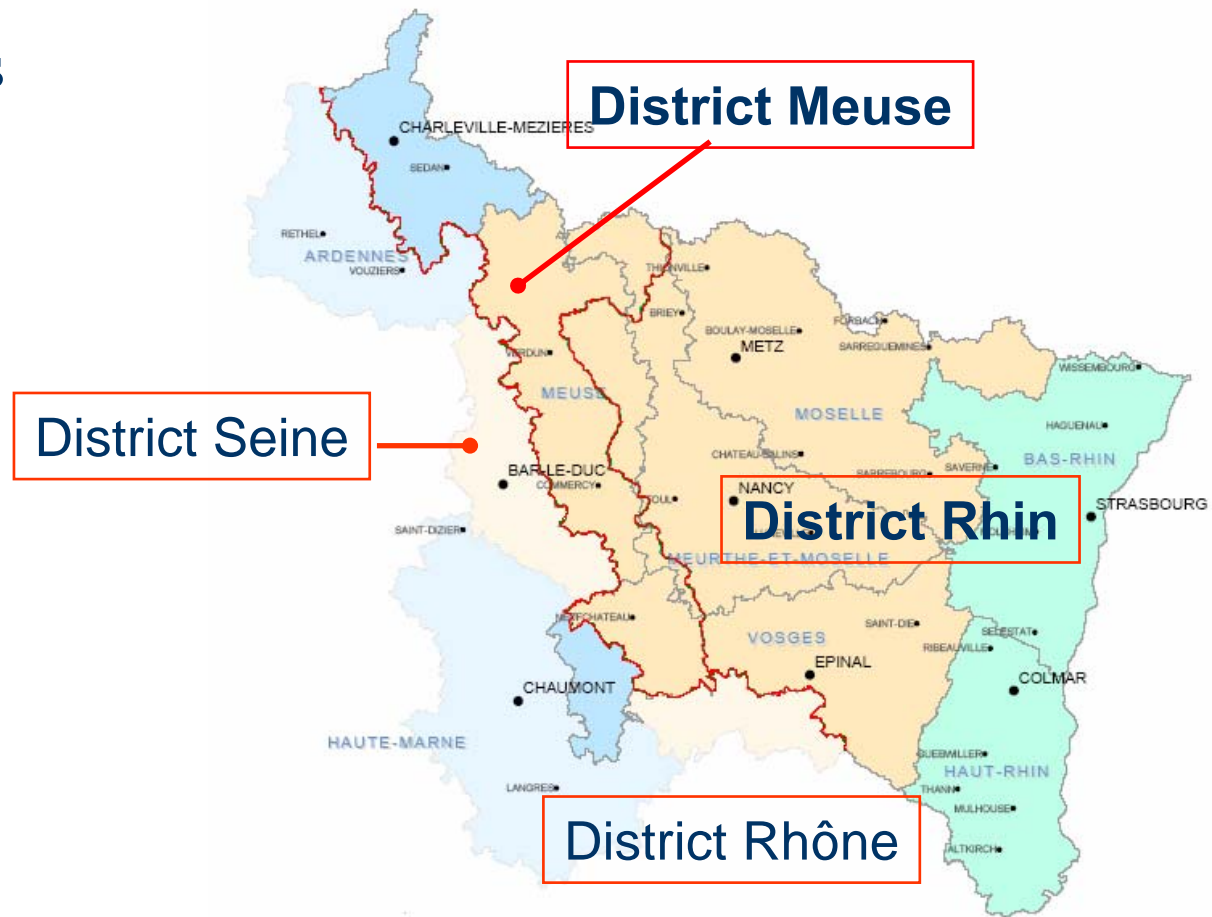
Commissaires enquêteurs Alsace Moselle - 11 septembre 2012

# Districts et limites administratives

8 Départements

3 Régions

4 districts



# Une nouvelle échelle de travail

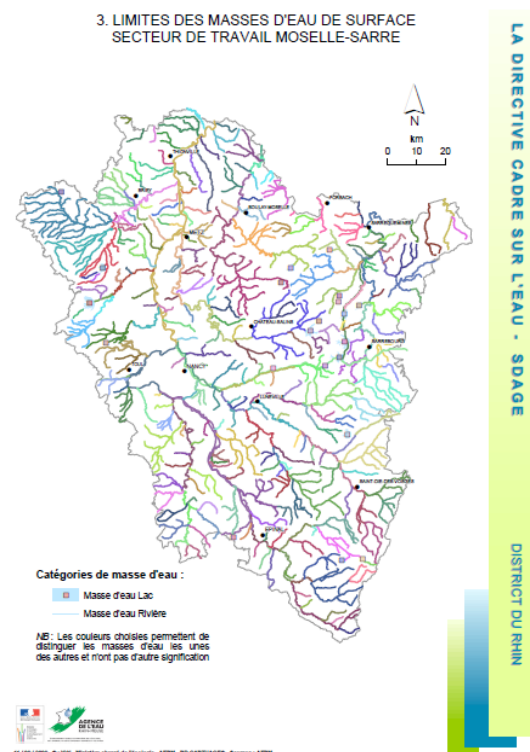
➔ L'échelle d'analyse est celle des "masses d'eau"

**Pour les bassins Rhin et Meuse :**

- ▶ 643 masses d'eau de surface
- ▶ 26 masses d'eau souterraine

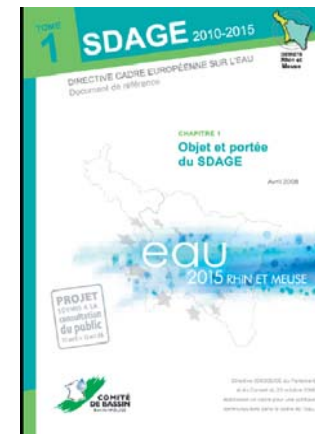
**Pour le département de la Moselle :**

- ▶ 138 masses d'eau de surface
- ▶ 10 masses d'eau souterraine  
(2 principales)



# Rôle du SDAGE après transposition de la DCE :

- ✂ **Fixer les objectifs à atteindre** (Masses d'eau, substances, ...)
- ✂ **Traduire les enjeux en ligne d'action** (Orientations :  $\pm 100$ )
- ✂ **Définir des règles et obligations** (Dispositions)



## A l'échelle de chaque district hydrographique :

- 1) **Un état des lieux**
- 2) **Un plan de gestion**
- 3) **Un Programme de mesures**
- 4) **Un Programme de surveillance**

# Le Programme de mesures (PDM)

Son rôle = rendre opérationnel le SDAGE

🔗 *Définit les actions ➡ objectifs environnementaux*

🔗 *« mesures » = mesures réglementaires, dispositions contractuelles, ...*



# SDAGE et PDM sont complémentaires

## SDAGE

- orientations et objectifs
- SDAGE élaboré et adopté par le Comité de Bassin

## PDM

- actions nécessaires pour atteindre les objectifs
- PDM arrêté par l'Etat (Préfet)

## A l'échelle de chaque district hydrographique :

- 1) **Un état des lieux**
- 2) **Un plan de gestion**
- 3) **Un Programme de mesures**
- 4) **Un Programme de surveillance**



# Programme de surveillance

## Son rôle :

& Connaître l'état des masses d'eau

& Suivre l'atteinte des objectifs



## 2 consultations du public et des "assemblées"

2005 - Première consultation :  
**sur le calendrier, le programme de travail et  
les enjeux**

2007 2008 - Deuxième consultation :  
**schéma directeur d'aménagement et de gestion  
des eaux (SDAGE) révisé, programme de  
mesures**

- **Les SDAGE Rhin et Meuse sont entrés en vigueur le 22 décembre 2009 pour une durée de 6 ans**



*Commissaires enquêteurs Alsace Moselle - 11 septembre 2012*



# Les enjeux du bassin Rhin-Meuse

*Commissaires enquêteurs Alsace Moselle - 11 septembre 2012*



## Des enjeux regroupés en 6 thèmes de travail

- Eau et santé
- Eau, nature et biodiversité
- Eau et aménagement du territoire
- Eau et pollution
- Eau et rareté
- Eau et gouvernance

# Portée juridique du SDAGE

- SDAGE = document de planification de la ressource en eau
- Le SDAGE ne crée pas de la réglementation, mais il peut fixer des objectifs particuliers de protection des écosystèmes et des ressources en eau
- Principe de compatibilité (et non de conformité) :  
« les programmes et décisions administratives doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions du SDAGE »

# Le SDAGE : des objectifs ambitieux ...

**Près de 70% des masses d'eau  
en bon état écologique en 2015  
(contre 35% actuellement)**





# Combien cela va-t-il coûter ?

➔ *Coûts totaux du programme  
de mesures en Millions d'€*

	2010-2015	2010-2027
<b>Bassin Rhin-Meuse</b>	<b>1 800</b>	<b>4 200</b>
<b>Département de la Moselle</b>	<b>325</b>	<b>679</b>

Soit un coût par habitant du bassin Rhin-Meuse et par an :

- pour la période 2010-2015 de **72 euros**
- pour la période 2010-2027 de **56 euros**

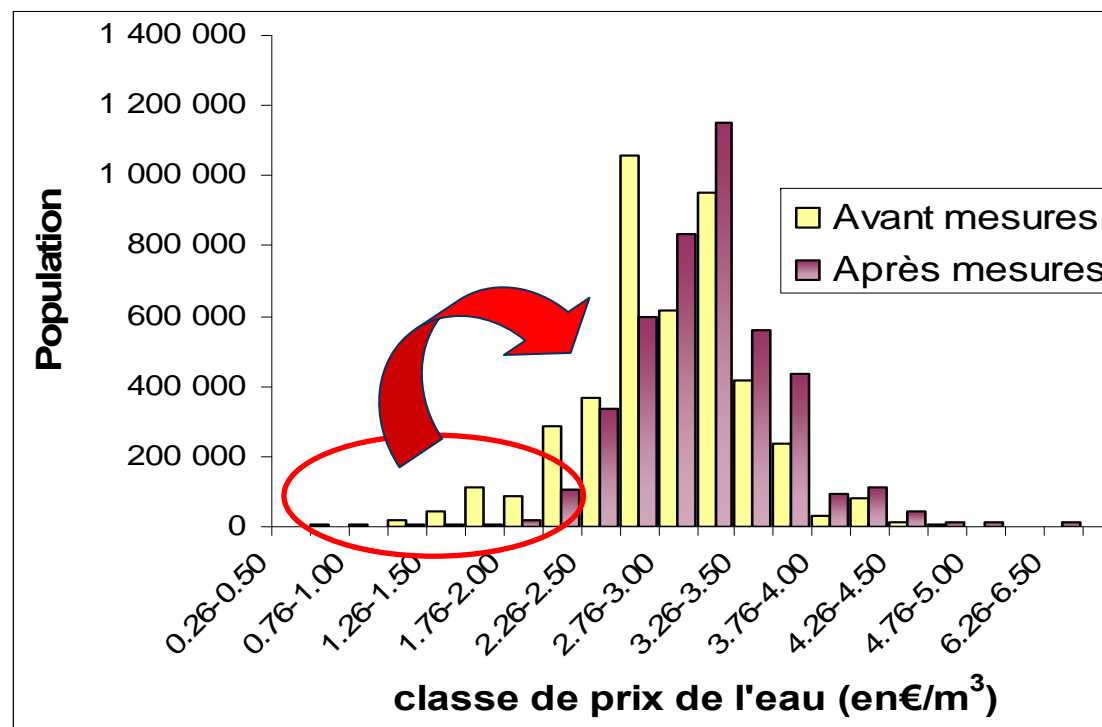




# L'incidence sur le prix de l'eau

La mise en œuvre du programme de mesures → resserrement du prix de l'eau, en impactant surtout les communes où celui-ci est peu élevé aujourd'hui

Population par classes de prix



# Impact du Programme de mesures sur le prix de l'eau dans département de la Moselle

En moyenne :

Prix de l'eau <b>avant</b> Programme de mesure (en €/m <sup>3</sup> )	Prix de l'eau <b>après</b> Programme de mesure, (en €/m <sup>3</sup> )	Variation
2,94 €	3,13 €	0,19 €

➡ **L'effort reste raisonnable**

# Quelles obligations vis-à-vis de Bruxelles?

- **DCE ➡ obligation de résultats ➡ risque de contentieux si les objectifs ne sont pas atteints**
- **Le Programme de mesures engage l'État français à justifier de sa réalisation**



# La mise en œuvre du PdM : agir ensemble de manière ciblée

## Une stratégie de mise en œuvre :

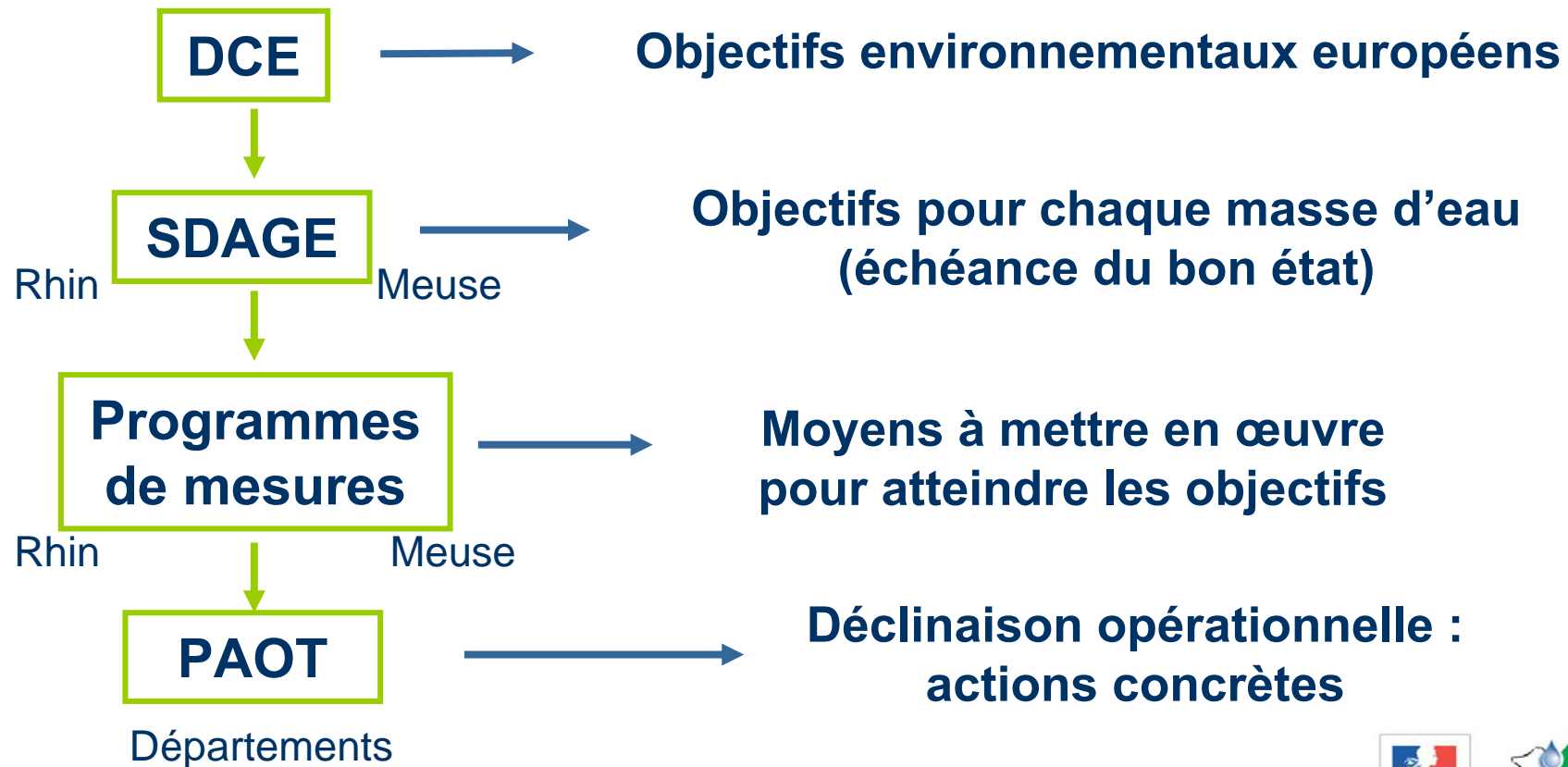
- sur quelles masses d'eau agir ?
- dans quel ordre conduire quelles actions ?
- quel(s) maître(s) d'ouvrage doi(ven)t agir, à quelle date et où ?

## Une nouvelle méthode de travail

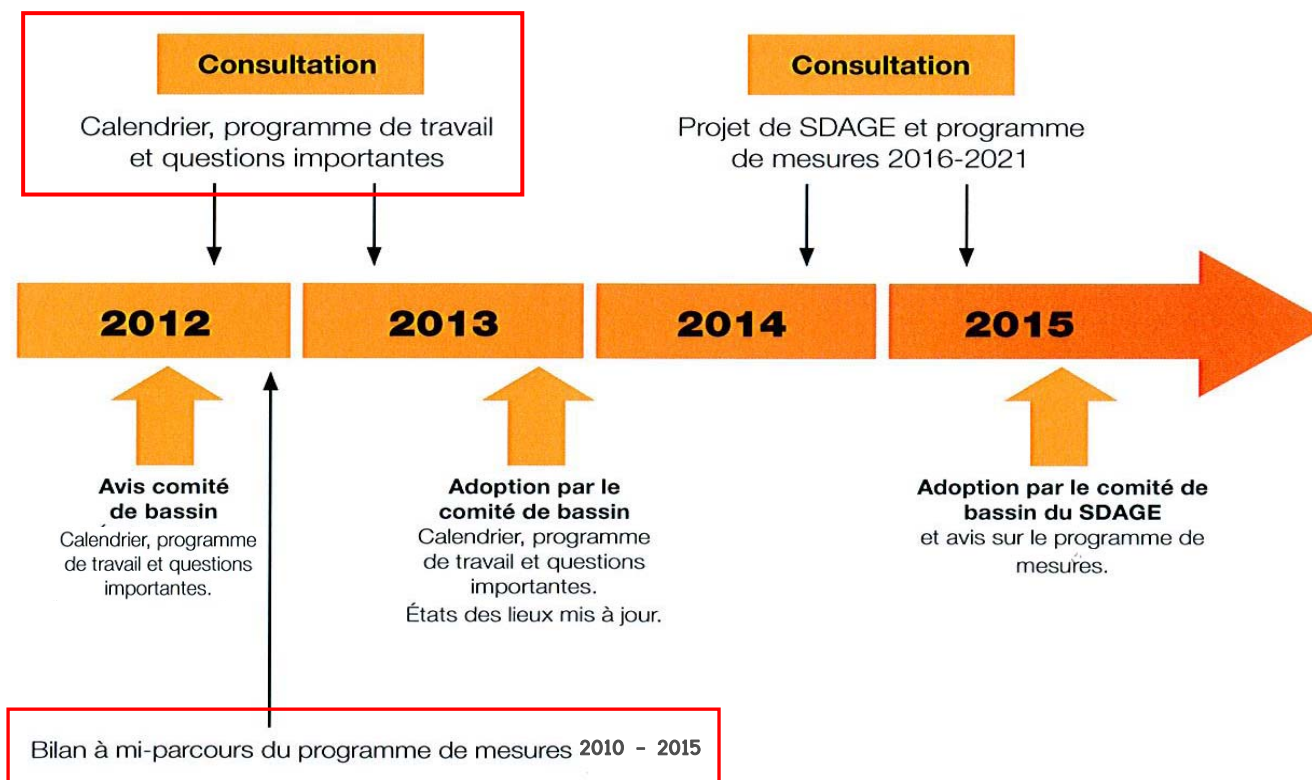
- tous les services travaillent ensemble ➔ plan d'actions annuel
- démarcher et convaincre les maîtres d'ouvrage

# Plans d'action opérationnels territorialisés (PAOT)

## ➤ De la DCE aux PAOT



# Le cycle du SDAGE continue



# Comment avoir accès facilement aux informations contenues dans le SDAGE ?

➔ un site internet : [www.eau2015-rhin-meuse.fr](http://www.eau2015-rhin-meuse.fr)



Commissaires enquêteurs Alsace Moselle - 11 septembre 2012

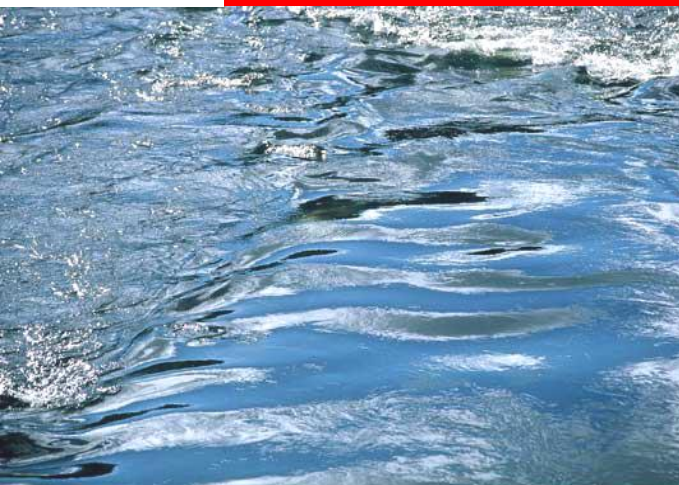


***Merci de votre attention !***



# AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

## FICHE D'IDENTITE



# AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ETAT

- né de la loi sur l'eau de **1964**
- doté de la **personnalité civile** et de l'**autonomie financière**
- placé sous la tutelle du ministère de **l'écologie et du développement durable**

**effectif**  
**210 personnes**

**budget**  
**180 millions d'euros**

PRESIDENT DU COMITE DE BASSIN

■ **Claude GAILLARD**

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

■ **Guy FRADIN**

DIRECTEUR

■ **Paul MICHELET**

# AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

## SA MISSION

■ met en œuvre les SDAGE et SAGE, en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques, l'alimentation en eau potable, la régulation des crues et le développement durable des activités économiques

■ **aider financièrement et techniquement** les opérations d'intérêt général au service de la reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques et de la protection de la ressource en eau.

■ cela implique de :

- **connaître le milieu naturel**
- **définir les solutions techniques**
- **planifier, programmer, suivre les interventions**
- **informer, sensibiliser, éduquer**

### UN CADRE TERRITORIAL FORT

■ en cohérence avec l'approche européenne de la Directive cadre sur l'eau, l'agence de l'eau s'est réorganisée **pour une meilleure approche territoriale**

avec 3 directions territoriales compétentes pour l'ensemble des thèmes d'intervention:

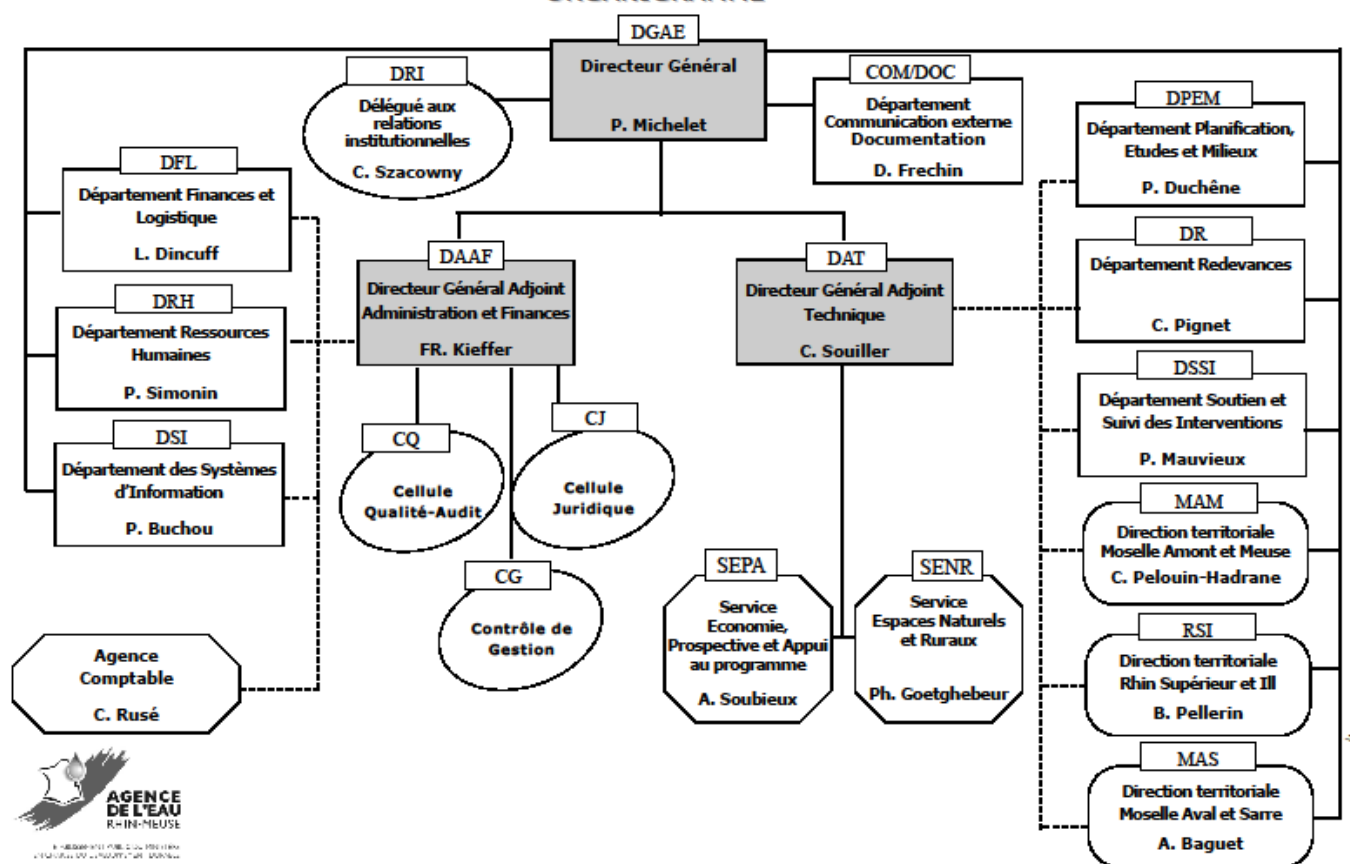
- Moselle amont Meuse (88, 55,08)
- Moselle aval Sarre (54,57)
- Rhin supérieur III (67,68)

# AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

## ORGANIGRAMME

### AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

#### ORGANIGRAMME



# LE COMITE DE BASSIN

## ASSEMBLEE TRIPARTITE

- mis en place par la première loi sur l'eau de 1964

- dispose d'**un champ de compétences très large**

*(santé publique, activités économiques et humaines, vies biologiques, conservation des eaux...)*

- **élabore le (SDAGE)**

- Approuve le programme et les taux de redevances

- se prononce sur les périmètres des SAGE

- élit en son sein les administrateurs de l'agence de l'eau (22)

**Composition actuelle :  
100 MEMBRES**

Collège de l'Etat: 20 membres

Collège des usagers: 40 membres

Collège des collectivités territoriales:  
40 membres

# LE COMITE DE BASSIN

## composition

Collège des usagers:

- agriculture: 4
- associations agréées de pêche et de pisciculture: 3
- aquaculture: 1
- batellerie: 1
- Tourisme-activités nautiques: 1
- Industrie: 15
- producteurs d'électricité: 2
- distributeurs d'eau: 2
- associations agréées de défense des consommateurs: 3
- associations agréées de protection de la nature: 3
- milieux socioprofessionnels: 3
- personnes qualifiées: 2



# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

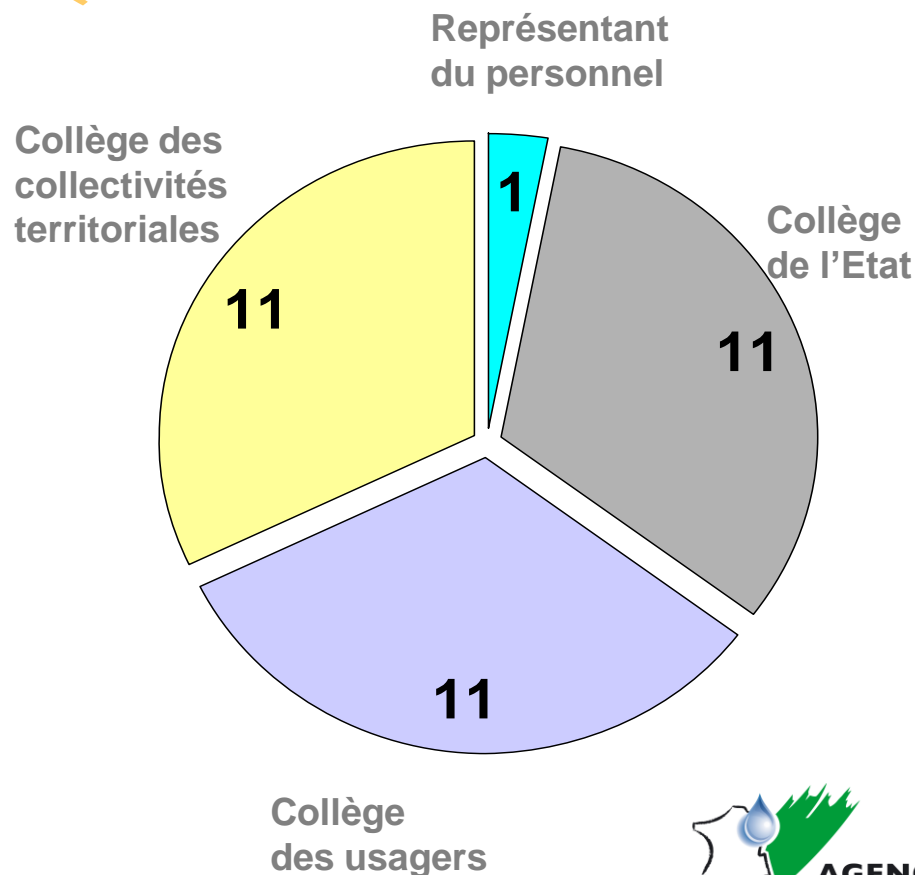
## ASSEMBLEE TRIPARTITE

34 MEMBRES + Pdt

■ **délibère** sur :

- les programmes pluriannuels
- le budget
- les taux des redevances et leur modulation géographique
- les aides financières (CAF)
- les études, recherches ou travaux d'intérêt général

■ le président est nommé par le Président de la République





# LE COMITE DE BASSIN

## LES COMMISSIONS

### ■ **Création de commissions pour l'examen de certains dossiers et préparation de travaux spécifiques :**

- Commission des programmes
- Commission des aides financières
- Commission planification
- Commission information du public et coopération internationale
- Commission du milieu naturel aquatique
- Deux commissions consultatives : industrie et agriculture
- Conseil scientifique
- Commissions géographiques

# LE BASSIN RHIN-MEUSE

## L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN



Le bassin Rhin-Meuse :

- **2 bassins versants** (*partie française*) :
  - celui du Rhin, **24 000 km<sup>2</sup>** avec son affluent la Moselle
  - celui de la Meuse, **7 800 km<sup>2</sup>**

# LE BASSIN RHIN-MEUSE

## L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN

### Un contexte international marqué

- le plus transfrontalier des bassins français :

**4 pays limitrophes :**

Suisse, Allemagne, Luxembourg, Belgique

- 2 districts hydrographiques internationaux :

**le district Rhin (9 pays concernés)**

et **le district Meuse (4 pays concernés)**



# LE BASSIN RHIN-MEUSE

## L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN

- *4.2 millions d'habitants,*
- *3 régions, 8 départements,*
- *3240 communes*
- *32 000 km<sup>2</sup>*  
*(5,7 % du territoire métropolitain)*
- *1 540 000 ha de sols agricoles*  
*(dont 740 000 ha de terres labourées et 725 000 ha de surfaces toujours en herbe)*



# LE BASSIN RHIN-MEUSE

## L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET HUMAIN

■ *Des activités minières qui ont durablement influencé les milieux aquatiques et la ressource en eau*



# *Bassin Rhin-Meuse* **LA QUALITE DE L'EAU**

## **MOTEUR DES ACTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU**

### ■ **qualité de l'eau des rivières**

**300 stations de surveillance** tous réseaux confondus

→ **dont 180 réseaux DCE**

tendance générale à l'amélioration

### ■ **eaux souterraines**

**200 points de surveillance**

**nitrites et pesticides en première ligne**

tendance à la détérioration

# Bassin Rhin-Meuse

## LA QUALITE DE L'EAU

### MOTEUR DES ACTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU

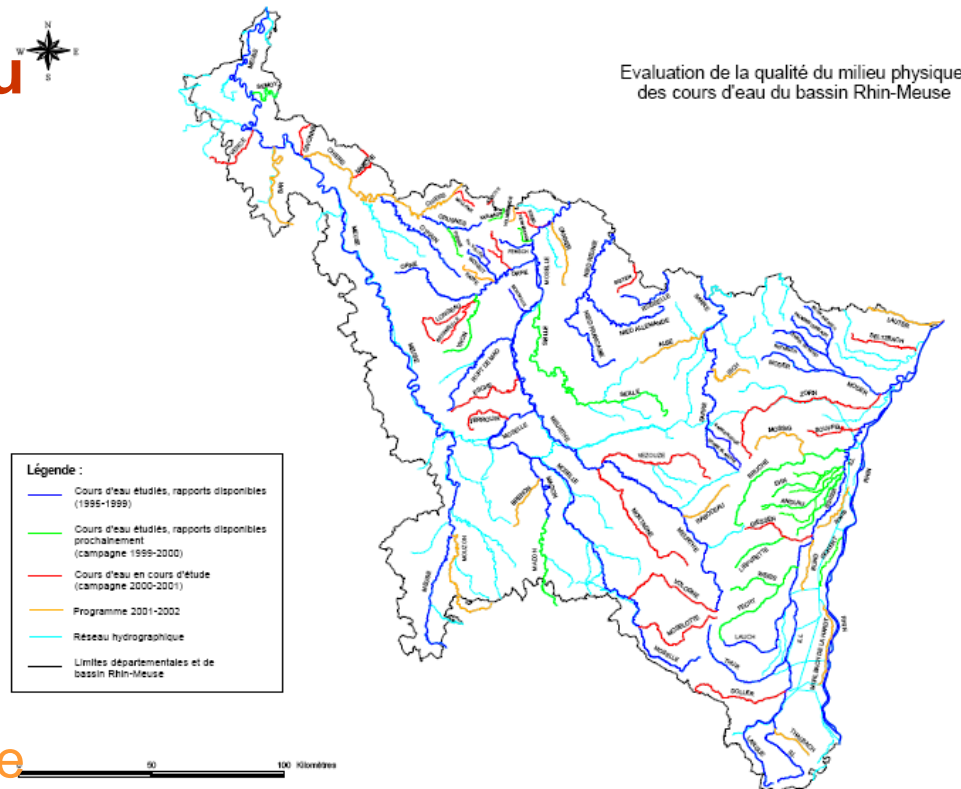
#### ■ qualité des cours d'eau



Lits et berges :

Depuis 10 ans

- 5000 km évalués dont la moitié de qualité moyenne à mauvaise
- 3 500 km sont restaurés
- plus de 5 000 km concernés par un programme d'étude ou de suivi

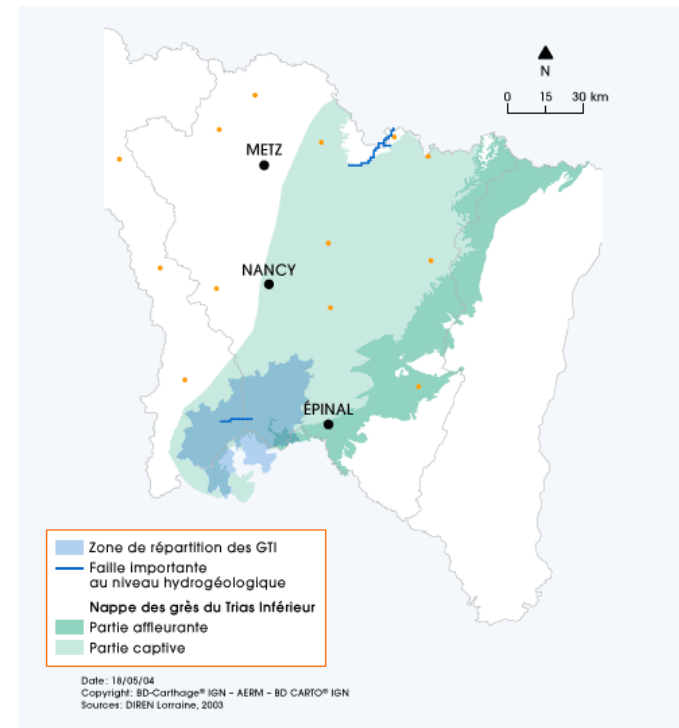


# *Bassin Rhin-Meuse* LA QUALITE DE L'EAU

## MOTEUR DES ACTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU

■ ressources en eau souterraine  
abondantes mais menacées

■ Déséquilibre quantitatif :  
Nappe des Grès Inférieur  
du Trias





# Bassin Rhin-Meuse LA QUALITE DE L'EAU

## MOTEUR DES ACTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU

■ ressources en eau souterraine abondantes mais menacées

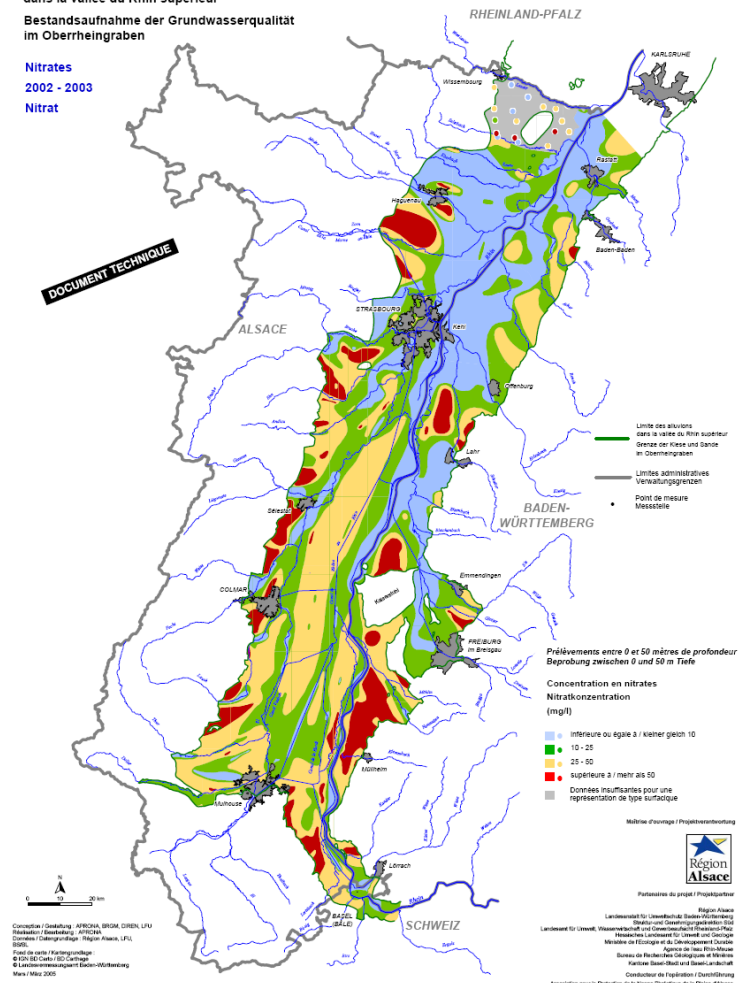
■ Déséquilibre qualitatif :  
Nappe d'Alsace

Inventaire de la qualité des eaux souterraines  
dans la vallée du Rhin supérieur

Bestandsaufnahme der Grundwasserqualität  
im Oberrheingraben

Nitrates  
2002 - 2003  
Nitrat

DOCUMENT TECHNIQUE



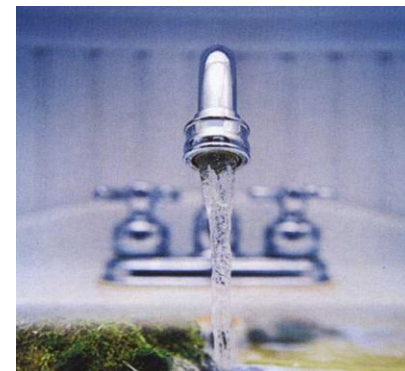
# *Bassin Rhin-Meuse* **LA QUALITE DE L'EAU**

## **MOTEUR DES ACTIONS DE L'AGENCE DE L'EAU**

### ■ **eau potable**

**3 724** captages en eau souterraine

**34** captages en eau de surface



**Bonne qualité générale** de l'eau distribuée  
dans le bassin Rhin-Meuse, mais...

→ **des problèmes de qualité au niveau des captages en eau souterraines (produits phytosanitaires, nitrates) :**  
**environ 250 captages concernés (hors bactériologie et agressivité)**

# L'AGENCE DE L'EAU

## VECTEUR D'INFORMATION

- **www.eau-rhin-meuse.fr** (*site de l'agence de l'eau Rhin-Meuse*)  
1 500 pages en ligne, 6 entrées thématiques et 32 000 visiteurs/mois  
16 000 documents en ligne (base documentaire) et 22 000 visites/an
- **l'observatoire de l'eau** (*volet professionnel*)  
6 millions de données mises à disposition
- **éducation à l'environnement**  
5 000 enfants (classes d'eau) et 5 000 jeunes (formation professionnelle)  
chaque année
- **Rhin-Meuse infos** (*magazine d'information trimestriel*)  
25 000 exemplaires diffusés
- **information du public** (*Directive Cadre Européenne*)  
Commission information du public  
Consultations du public en 2005 (77 000 réponses) et en 2008

# *Les plans de prévention des risques naturels*

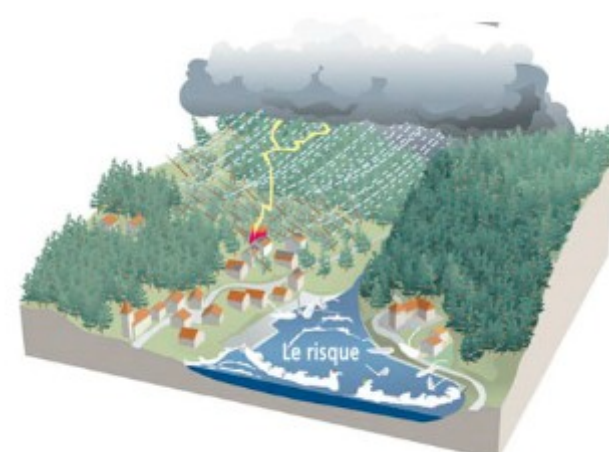
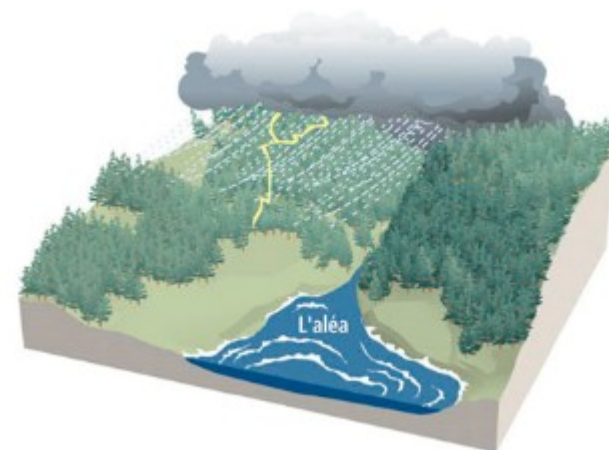
**A. LOMBARD**  
**CETE de l'Est**



**Centre d'Études techniques de l'Équipement de l'Est**

# Quelques définitions

- **Aléa** : possibilité qu'un phénomène (naturel) affecte une zone donnée
  - Caractérisé par une intensité et une probabilité d'occurrence
- **Enjeu** : biens et personnes, occupation du territoire
- **Risque** : croisement aléa / enjeux
- **Risque majeur** : risque lié à un aléa d'origine naturelle ou anthropique dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, des dommages importants et dépassent les capacités de réaction de la société



# La politique de prévention des risques

- **La connaissance**

- Des phénomènes, de l'aléa, du risque

- **La surveillance**

- Surveiller pour anticiper les phénomènes et alerter les populations (ex : carte de vigilance crue)

- **L'information préventive et l'éducation**

- Informer les citoyens pour qu'ils adaptent des comportements adaptés
- Promouvoir l'éducation à la prévention des risques majeurs

- **La prise en compte des risques dans l'aménagement**

- Maîtriser l'aménagement du territoire pour éviter d'augmenter les enjeux dans les zones à risques et diminuer la vulnérabilité des zones déjà urbanisées

- **La mitigation**

- Atténuer les dommages en réduisant l'intensité de certains aléas et / ou en réduisant la vulnérabilité des enjeux

- **La préparation et la gestion de crise**

- Organiser les moyens de secours et de sauvegarde pour faire face aux crises éventuelles

- **Le retour d'expérience**

- Analyser les événements pour améliorer la prévention

# Les plans de prévention des risques naturels

- **Instaurés par la « loi BARNIER » en octobre 1995**
- **Concernent tout type de risque naturel**
  - inondation, mouvements de terrain, incendie de forêt...
  - Mais pas les événements météo type tempête, cyclone
- **Instruits par l'état**
  - Le préfet et ses services (DDTM)
  - Suivant les principes et la procédure précisés dans les articles : L. 562-1 à L. 562-7, R. 562-1 à R. 562-10 du code de l'environnement
- **Territoire concerné :**
  - Échelle communale ou intercommunale, voire bassin de risque
  - Pour les PPR inondations : souvent toutes les communes concernées par un cours d'eau sur l'ensemble de son linéaire ou sur une portion de son linéaire
- **Un PPRN est une servitude d'utilité publique qui doit être annexée au Plan local d'urbanisme**



# Objectifs du PPRN

- **Protéger les biens et les personnes**
- **Réduire les dommages lors de la survenance d'une catastrophe naturelle**
- **Prendre en compte les risques dans l'aménagement du territoire**
  - Ne pas augmenter les enjeux dans les zones à risques
  - Diminuer la vulnérabilité des zones déjà urbanisées

Notamment en prescrivant des mesures

- sur les constructions futures
- Sur les constructions existantes
- Sur les usages, activités etc





# Objet du PPRN

- Délimiter les zones exposées au risque en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru
  - Interdire ou prescrire les conditions de réalisation
    - D'ouvrages, d'aménagements, d'exploitation (agricoles, forestières, commerciale ou industrielle)
- Délimiter les zones non directement exposées aux risques mais où des constructions , etc. pourraient augmenter les risques ou en provoquer de nouveaux
  - Interdiction ou prescriptions de conditions de réalisation
    - Ex : interdiction de construire dans les zones d'expansion de crues
- Définir les mesures de prévention de protection et de sauvegarde
  - Prises par les collectivités ou les particulier
    - Ex : débroussaillage
- Définir les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions ouvrages, espaces mis en culture ou plantés
  - Prises par les propriétaires exploitants ou utilisateurs



# Que peut faire le PPR

- **Réglementer l'urbanisme**
  - Interdiction de construire
  - Autorisation avec prescriptions
    - D'urbanisme
    - Et de construction
- **Prescrire des mesures de protection de prévention et de sauvegarde**
  - Travaux sur les constructions existantes pour en réduire la vulnérabilité
  - ...
- **Réglementer l'usage ou l'exploitation des construction ouvrages ou terrains**  
⇒ plus de prescriptions que dans un document d'urbanisme car réglemente aussi la construction et les usages (seul outil permettant de le faire)



# Les pièces réglementaires du PPR

---

- **La note de présentation**

- Secteur géographique concerné
- Nature des phénomènes pris en compte et leurs conséquences possibles
- Motivations du PPR, éléments techniques, objectifs du règlement
- Bilan de la concertation

- **Les documents graphiques (plan de zonage réglementaire)**

- Délimite les différentes zones réglementées

- **Le règlement**

- Mesures d'interdiction et prescriptions applicables dans chacune des zones
- Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde
- Mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation



# PPRN la procédure

## Procédure « normale »

- Prescription par le préfet (zone géographique et types d'aléa concernés, modalités d'association et de concertation)
- Élaboration du PPR
- Avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des EPCI concernés
- **Enquête publique**
  - Avis des conseils municipaux, ..., annexés au registre d'enquête
  - Maires des communes sur le territoire desquelles s'applique le plan sont entendus par le commissaire enquêteur une fois annexés les avis des conseils municipaux
- Approbation par arrêté préfectoral
- Délai de 3 ans à partir de l'arrêté de prescription mais peut être prolongé une fois 18 mois par AP si nécessaire
- Annexion au PLU (le PPR est une servitude d'utilité publique)

## Procédure « d'urgence »

- Application par anticipation
- Rend opposable les dispositions du plan (hors mesures de prévention protection sauvegarde)

# Révision modification du PPR

Possibilité de réviser ou modifier pour prendre en compte l'avancement des connaissances sur les risques

## Procédure de révision

- Révision complète
  - même procédure que pour l'élaboration
- Révision partielle,
  - idem mais les consultations et l'enquête publique ne sont effectuées que dans les communes sur le territoire desquelles les révision proposées seront applicables

## Procédure de modification

- Si pas d'atteinte à l'économie générale du plan
- Pas d'enquête publique mais le projet de modification et l'exposé des motifs portés à la connaissance du public pendant un mois avant approbation de la modification par le préfet



# Conséquences du PPR

- Annexion au PLU, révision des documents d'urbanisme
- Information préventive
  - DDRM, DICRIM, information acquéreurs locataires
- Sanctions pénales en cas de non respect des mesures par les collectivités les maitres d'ouvrage
- Assurances
  - Garantie des biens existants antérieurement au PPR sous réserve du respect des mesures prescrites par le PPR
  - Garantie des biens nouveaux réalisés en conformité avec le PPR
  - Pas de modulation de franchise en cas d'arrêt Cat nat sur la commune
- Pour les PPRN :
  - Financement à 75 % du PPR par le fonds de prévention des risques naturels majeurs
  - Financement des travaux pour les propriétaires ou les collectivités par le fonds de prévention des risques naturels majeurs

# *Pour aller plus loin*

---

**Le portail des risques majeurs**

**<http://www.risques.gouv.fr/>**

**Le portail de la prévention des risques majeurs**

**<http://www.prim.net/>**

**Le site de l'institut des risques majeurs de Grenoble**

**<http://www.irma-grenoble.com/>**



# ***Merci de votre attention***



**Centre d'Études techniques de l'Équipement de l'Est**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'énergie





# **Procédure Déclaration d 'Utilité Publique des captages d 'eau potable**

**Présentation Commissaires-Enquêteurs d 'Alsace Moselle  
11 septembre 2012**

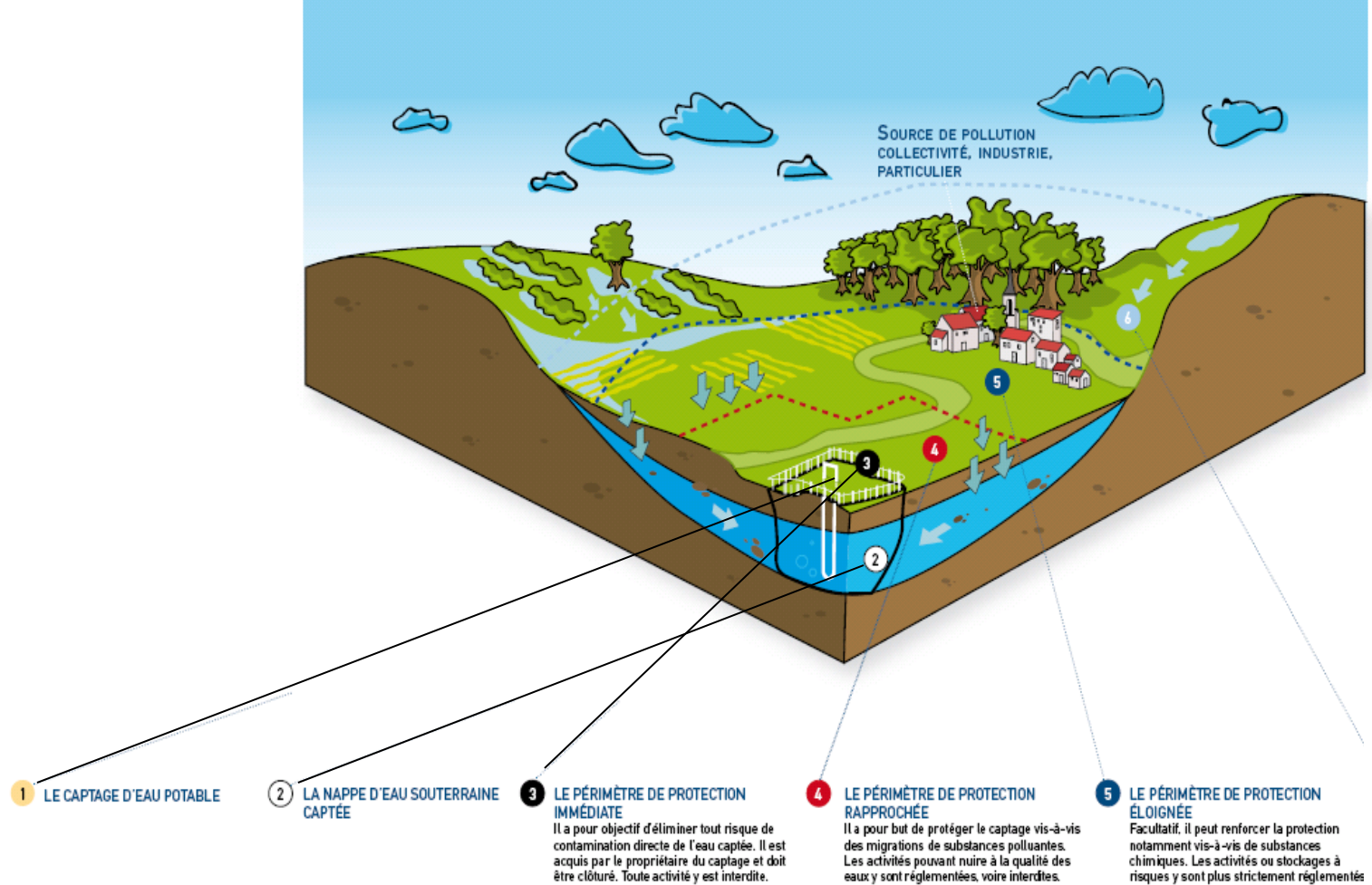
***Hélène ROBERT  
Chef service Veille et Sécurité  
Sanitaires et Environnementales  
ARS-DT57  
helene.robert@ars.sante.fr***

# Plan de l'intervention

**1/ Les périmètres de protection**

**2/ La procédure**

**3/ Les points importants**



## 1/ Les périmètres de protection

Périmètres de protection immédiate, rapprochée, éloignée

## Périmètre de protection immédiate

Objectif : éliminer tout risque de contamination directe de l'eau captée. Acquis par le propriétaire du captage. Doit être clôturé. Toute activité y est interdite (autre que strictement nécessaire à l'entretien du point d'eau)

## Périmètre de protection rapprochée

Objectif : protéger le captage vis-à-vis des migrations de substances polluantes. Les activités pouvant nuire à la qualité des eaux y sont réglementées, voire interdites

## Périmètre de protection éloignée

Facultatif. Il peut renforcer la protection notamment vis-à-vis de substances chimiques. Les activités ou stockages à risques y sont plus strictement réglementées qu'en réglementation générale

# 1/ Les périmètres de protection

Obligation réglementaire (Code de la Santé Publique et Code de l'Environnement)

Objectif prioritaire

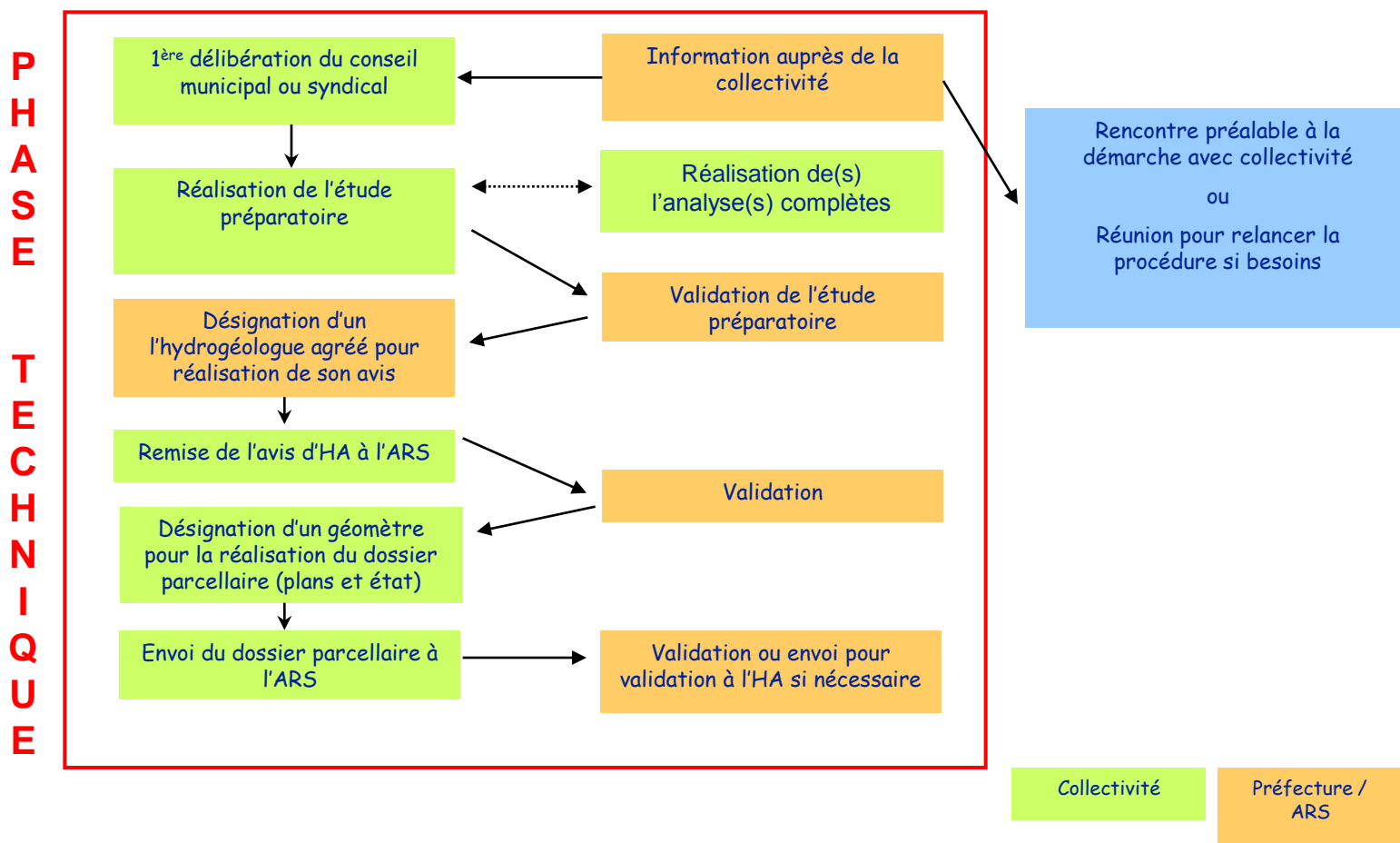
Situation fin juin 2012 bassin Rhin-Meuse : 2886 captages avec DUP sur 3805, soit **75,8%**

-> 4 classes de priorité pour l'instruction des dossiers :

- **Priorité 1** : Captages Grenelle et SDAGE (72)
- **Priorité 2** : Captages à forts enjeux (eaux superficielles+ eaux souterraines vulnérables et de gros débits) (pré-liste : 151)
- **Priorité 3** : Captages à enjeux modérés (eaux souterraines vulnérables et de faibles débits) (pré-liste : 654)
- **Priorité 4** : Captages non vulnérables (75)

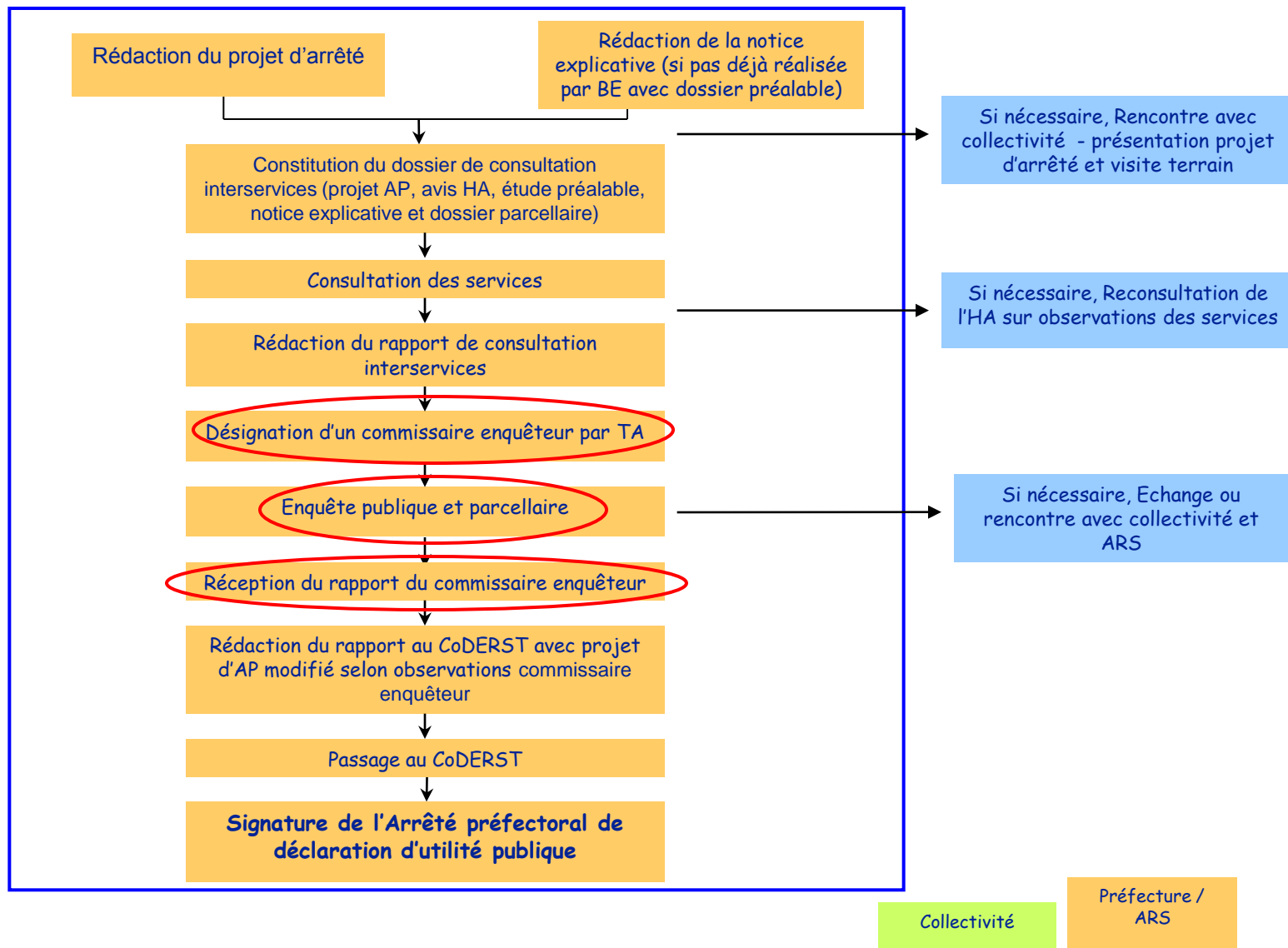
## 2/ La procédure

### Phase technique

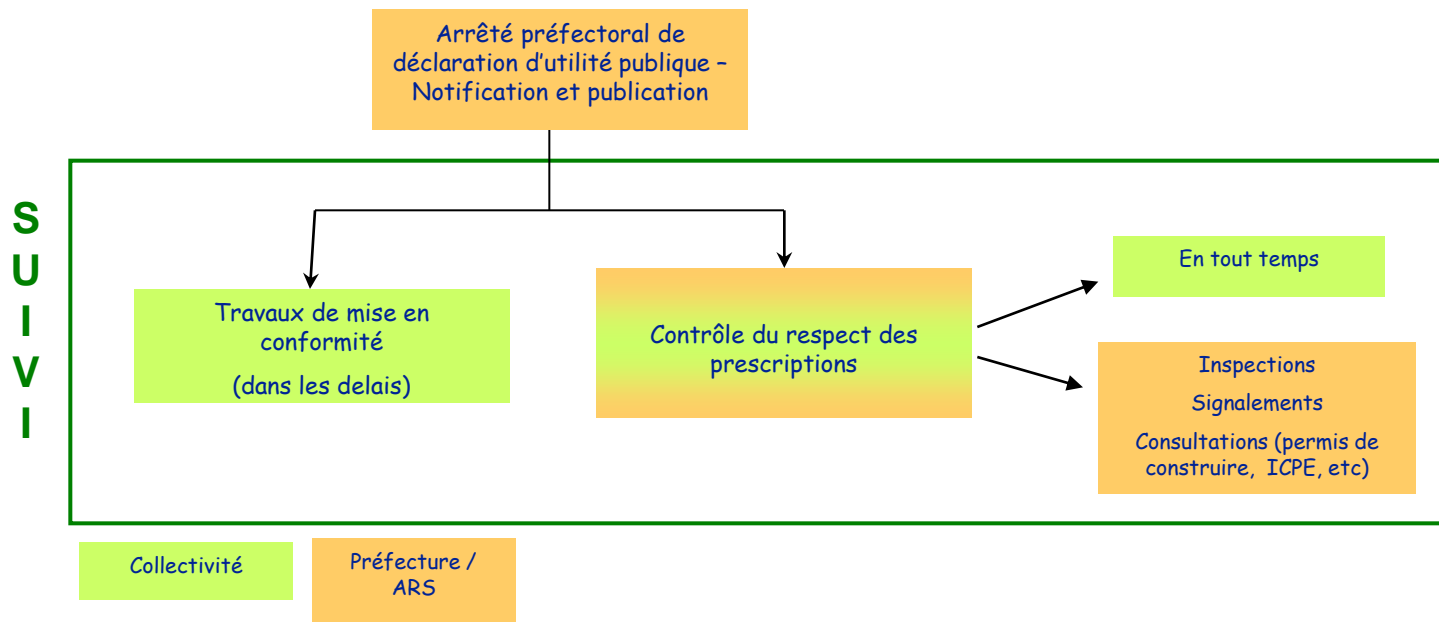


## Phase administrative

P  
H  
A  
S  
E  
  
A  
D  
M  
I  
N  
I  
S  
T  
R  
A  
T  
I  
V  
E



## Suivi





## 2/ Les points importants

— Documents mis à l'enquête publique :

- Avis hydrogéologue agréé + dossier parcellaire + notice explicative + CR consultation interservices et réponses + projet d'arrêté préfectoral (+ étude préalable bien que non obligatoire)
- A ce stade en général très peu de litiges ou problèmes car consultation interservices (dont Chambre d'Agriculture) effectuée et concertation préalable

— Personnes pouvant s'exprimer lors de l'enquête publique : public, associations de protection de l'environnement

## 2/ Les points importants

 L 'avis de l 'hydrogéologue agréé :

Valide/modifie les propositions de limites de périmètres et contraintes associées proposées dans l 'étude préalable, en fonction de :

- contexte hydrogéologique,
- vulnérabilité (naturelle ou liée à activités),
- qualité de l 'eau prélevée (analyse complète)

Parfois : est reconsulté par ARS après établissement du dossier parcellaire si géomètre a enlevé beaucoup de parcelles

## 2/ Les points importants

 Echanges possibles entre ARS et Commissaires  
Enquêteurs avant, en cours ou en fin d'enquête publique

*Merci de votre attention*

